

Numéro 75 - 5 novembre 2020

**Les travailleurs défendent leurs droits et
le système de santé public**

Un vaste appui pour les travailleurs d'hôpitaux de l'Alberta

- Peggy Morton -

Actions du 5 novembre en appui aux travailleurs d'hôpitaux



Le 2 novembre 2020. Rassemblement à Calgary au Centre McDougall, en appui aux travailleurs d'hôpitaux

CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

- Les syndicats prennent la parole à la défense des travailleurs en grève

Journée d'action pour un statut pour tous et toutes

- Lutter pour les vivants — honorer les morts

Les travailleurs dans le feu de la lutte pour freiner la COVID-19

- Protéger les travailleurs et travailleuses du Québec face aux éclosions accrues aux endroits de travail - *Entrevue avec Ann Gingras*
- Pétition des travailleurs de première ligne de l'Alberta pour l'accès aux masques N95

Les travailleurs défendent leurs droits et le système de santé public

Un vaste appui pour les travailleurs d'hôpitaux de l'Alberta

- Peggy Morton -



Le 31 octobre 2020. Les aînés et les travailleurs sociaux pour la justice sociale appuient les travailleurs des hôpitaux.

Les débrayages des membres du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta dans les hôpitaux et les centres de santé le 26 octobre ont été fortement appuyés dans toute la province. Les revendications des travailleurs d'annuler les 11 000 mises à pied que le gouvernement du Parti conservateur uni (PCU) a annoncées, de renverser et de stopper toute privatisation reçoivent un vaste appui, tandis que les attaques du gouvernement du PCU contre les travailleurs sont accueillies par un profond mépris. De nombreuses personnes demandent aussi aux Services de santé de l'Alberta de mettre fin à leur menace de punir les travailleurs.

En criminalisant les travailleurs, le ministre des Finances Travis Toews a dit : « Nous nous attendons à ce que tous les syndicats respectent le processus de négociations et cessent de mettre en péril la sécurité des Albertains. [...] Nous ne tolérerons pas de grève illégale. » Il a ajouté que les travailleurs et le syndicat devront « rendre des comptes » pour la grève.

C'est le comble de l'hypocrisie et cela montre le cynisme du gouvernement du PCU qui déchire les conventions collectives, adopte une loi après l'autre pour attaquer les droits des travailleurs et annonce 11 000 mises à pied afin de remettre des services publics vitaux dans les mains d'intérêts privés.

La riposte à cette tentative du gouvernement du PCU de blâmer les travailleurs qui défendent le droit aux soins de santé a été rapide. Comment le gouvernement ose-t-il prétendre que c'est lui qui se soucie de la sécurité publique, ont répondu les Albertains. Comment ose-t-il accuser les



travailleurs de la santé, nos héros ! C'est le gouvernement qui doit rendre des comptes ! Les travailleurs de la santé démontrent leur souci pour leurs patients à chaque jour par leurs actes, en risquant leur santé et leur vie. C'est eux qui travaillent sans relâche et gardent le système de santé en vie en dépit de toute la destruction qui a été causée par des décennies de saccage néolibéral.

De nombreuses voix s'élèvent pour remercier les travailleurs de la santé pour leur courage et alerter tout le monde sur les graves dangers, le chaos et la destruction qui sont l'oeuvre du PCU. À chaque jour, depuis le 27 octobre, les aînés ont organisé des lignes de piquetage devant l'Hôpital Foothills de Calgary. Le 31 octobre, les Travailleurs sociaux pour la justice sociale se sont joints à eux. Les syndicats et les enseignants et le personnel des institutions d'enseignement postsecondaire organisent des piquetages d'information à Edmonton et Athabasca le 5 novembre. Des piquetages sont aussi organisés à 6 h 15 à Edmonton et à Calgary pour accueillir les travailleurs du premier quart de travail.

De nombreuses organisations ont émis des déclarations d'appui. Des gens prennent la parole sur les médias sociaux et dans des forums de quartier, signent des pétitions, écrivent à leur député et des lettres aux rédactions, et prennent position de mille et une façons.

Un aspect important de cette résistance c'est que les gens parlent en leur nom et mobilisent leurs pairs, leurs collègues de travail, actifs et à la retraite, et leurs organisations. Une conclusion importante est que les travailleurs doivent s'appuyer sur leur propre pensée et leur propre organisation, doivent discuter et faire le bilan de ce qu'ils ont accompli avec leurs actions et passer à l'étape suivante en gardant l'initiative dans leurs mains.

(Photos: FO, AUPE)

Les syndicats prennent la parole à la défense des travailleurs en grève



Plusieurs syndicats ont exprimé leur solidarité avec les travailleurs d'hôpitaux de l'Alberta en grève, qui ont débrayé pour demander au gouvernement du Parti conservateur uni (PCU) de retirer les 11 000 licenciements annoncés. Ils ont également rejoint les travailleurs sur les lignes de piquetage. *Forum ouvrier* publie des extraits de certains des messages d'appui.

L'Association des enseignants et enseignantes de l'Alberta

« Lorsque le gouvernement et les Services de santé de l'Alberta ont décidé de supprimer 11 000 emplois – en pleine pandémie – ils n'ont laissé aucun autre choix à ces travailleurs. Ces héros, à leurs risques et périls, se sont dressés pour nous et ont combattu la pandémie de manière frontale, et ils méritent un soutien et des encouragements au lieu d'un manque de respect et des menaces de pertes d'emploi. Nous les appuyons », a déclaré Jason Schilling, président de l'Association des enseignants et enseignantes de l'Alberta. Il a également encouragé les enseignants à visiter les lignes de piquetage.

Le syndicat des travailleurs et des travailleuses des postes

« Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) est solidaire des travailleurs et travailleuses de la santé en grève et dénonce le gouvernement antisyndical de Jason Kenney qui cherche à supprimer un grand nombre d'emplois, à miner les conditions de travail et à bafouer les droits syndicaux. Au milieu de la pire pandémie en 100 ans, les travailleuses et travailleurs de la santé s'emploient sans relâche à fournir les soins dont a besoin la population de l'Alberta. Le gouvernement Kenney veut éliminer 11 000 postes syndiqués dans le secteur de la santé et les confier au secteur privé. Loin d'avoir des effets bénéfiques, cette mesure ne fera qu'accroître la vulnérabilité des Albertains et paralysera une économie déjà fragile », peut-on lire dans le communiqué du STTP.

« Le STTP demande au mouvement syndical de demeurer ferme face à l'intimidation néolibérale et aux gouvernements antisyndicaux. Il doit continuer de prendre et de coordonner des mesures énergiques pour contrer de telles menaces. »

Le Syndicat canadien de la fonction publique

« Le SCFP appuie entièrement les travailleurs de la santé de l'Alberta qui protestent contre la perte de leurs emplois aux mains du gouvernement Kenney. Les gens qui travaillent dans le domaine de la santé sont les héros de la pandémie. Ils risquent leur propre santé pour nous garder en sécurité. Ces travailleurs sont attaqués par Jason Kenney qui veut les licencier, puis réengager certains d'entre eux dans des emplois moins bien rémunérés après les avoir privés de leur régime de retraite.

« Les travailleurs de la santé de l'Alberta ont déjà vécu cela. Les gouvernements conservateurs précédents nous ont servi ce numéro et ont dû admettre qu'il causait trop de chaos et de perturbations. Et c'était à l'époque où il n'y avait pas de pandémie. Jason Kenney doit démissionner. Jason Kenney doit annuler son plan de licencier 11 000 travailleurs de la santé. Allez au site [Protect Alberta Health Care](#) pour dire à Jason Kenney de protéger ces travailleurs ! »

L'Association des sciences de la santé de l'Alberta (HSAA)

« La HSAA soutient les travailleurs du Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (l'AUPE) qui se dressent contre les compressions dans les soins de santé annoncées par Jason Kenney de manière cruelle au milieu de cette pandémie », déclare Mike Parker, président de l'Association des sciences de la santé de l'Alberta.

« Les travailleurs de la santé ont travaillé sans relâche pour assurer la sécurité des Albertains et ils ont été récompensés par des menaces à leur emploi par un gouvernement déterminé à démanteler notre système public de soins de santé. Le blâme pour cette perturbation des soins aux patients, qui peut se produire aujourd'hui, doit carrément être porté par Jason Kenney et le PCU », a ajouté Mike Parker.

Les Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta

De nombreuses infirmières se sont jointes aux lignes de piquetage pendant leurs pauses, et les Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta (IIUA) ont publié une déclaration qui se lit : « L'IIUA soutient les travailleurs de la santé qui défendent le principe des soins de santé publics et s'opposent aux efforts du gouvernement Kenney de miner le système de soins de santé publics et de supprimer des milliers d'emplois. Les membres de l'IIUA ne feront pas le travail des membres d'autres syndicats. [...]

« Le gouvernement de l'Alberta a créé cette crise au milieu d'une pandémie mondiale alors qu'il devrait soutenir les travailleurs de la santé qui risquent leur vie pour assurer la sécurité des Albertains », a déclaré l'IIUA.

Unifor

Unifor a émis une déclaration dans laquelle il donne son plein appui aux travailleurs d'hôpitaux en grève. « Jason Kenney est en fonction depuis peu de temps et il a criminalisé la dissidence, importé le pire du droit du travail américain et effectué des compressions dévastatrices dans les services publics en pleine pandémie. Il faut le stopper », a déclaré Gavin McGarrigle, directeur de la région de l'Ouest d'Unifor. « Unifor est solidaire de tous les travailleurs et travailleuses de la santé qui défendent leur emploi et les services publics. »

La section locale 401 des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce

Les employés des hôpitaux de première ligne sont en action pour protester contre l'injustice et les compressions massives dans les soins de santé publics qui toucheront tous les Albertains. En tant que syndicat albertain des travailleurs de l'alimentation, nous avons de l'empathie et nous comprenons la lutte des travailleurs de la santé de première ligne pendant cette pandémie.



Le droit des travailleurs de faire la grève et de retirer leur travail en signe de protestation est l'ingrédient essentiel d'une société démocratique, et les travailleurs ont toujours trouvé des moyens de faire face à l'injustice de la manière qu'ils jugent la plus efficace.

« Il a été signalé que les grévistes luttent pour la sécurité de l'emploi, contre l'envoi de leurs emplois au secteur privé en sous-traitance, pour une solution à la pénurie de personnel, pour l'arrêt de la privatisation du système de santé public de l'Alberta et pour qu'il n'y ait pas de représailles pour avoir

pris position à la défense ses soins de santé publics. Leurs revendications portent sur la protection de l'intérêt public pendant la pandémie, et une fois de plus, nous voyons les travailleurs mener courageusement la charge », a déclaré le président de la section locale 401 des TUAC, Thomas Hesse.

(Photos : UNA, AUPE)



Journée d'action pour un statut pour tous et toutes

Lutter pour les vivants – honorer les morts



Le 1er novembre 2020. Piquetage devant les bureaux à Toronto du ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Dia de los Muertos – le « Jour des Morts » – est célébré au Mexique et en Amérique latine. C'est une célébration de la vie et de la mort. Ce jour a été souligné partout au Canada cette année par des réunions, des piquetages et des rassemblements pour rendre hommage aux travailleurs qui sont décédés de la COVID-19 alors qu'ils travaillaient au Canada, et célébrer la lutte pour affirmer que tous les êtres humains ont des droits, ce qu'exprime le mot d'ordre Un statut pour tous et toutes !

Des actions ont eu lieu dans plusieurs villes du Canada, dont Halifax, Sherbrooke, Montréal, Toronto, Niagara, Sudbury et Vancouver. Le Réseau des droits des migrants a coordonné cette journée d'action.

À Toronto, plus de 100 personnes se sont rassemblées au parc Dufferin en soirée pour commémorer et célébrer la vie des travailleurs migrants au Canada et partout dans le monde qui sont décédés de la COVID-19. Une tente a été montée où on a affiché des photographies des personnes commémorées par des amis et membres de la famille.

Plus tôt dans la journée, un piquetage organisé par le Centre ouvrier du PCC(M-L), a eu lieu devant le bureau de circonscription de Marco Mendicino, le ministre fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, pour réitérer la revendication d'un statut pour tous et toutes.

À Montréal, les gens se sont rassemblés devant l'édifice de Radio-Canada pour mettre en lumière le caractère invisible de la lutte des travailleurs migrants pour leurs droits dans les médias dits traditionnels. Dans la région de Niagara, un événement commémoratif en bordure de route a été organisé en hommage à Zenaida, une travailleuse agricole migrante de 33 ans, une mère

monoparentale du Mexique qui a été tuée dans un délit de fuite l'an dernier. Après cela, les participants se sont réunis devant le bureau d'un député local libéral et une *ofrenda* (offrande) a été installée en hommage aux travailleurs migrants. À Sudbury, les gens se sont réunis au parc Bell.

Entre 50 000 et 60 000 travailleurs étrangers migrants viennent au Canada à chaque année dans le cadre du Programme des travailleurs agricoles saisonniers et on évalue que près de 1 300 d'entre eux ont eu un test positif à la COVID-19. Plusieurs en sont morts et pourtant ces travailleurs n'ont pas accès aux soins de santé, à de l'aide financière en cas d'urgence ou à des conditions de vie et de travail décentes.

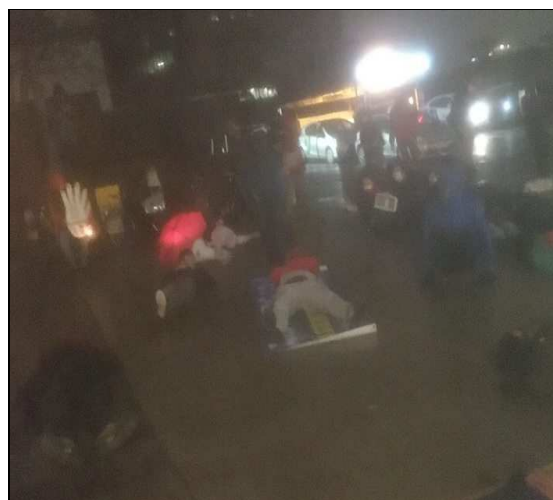
Le 28 octobre, des organisations de travailleurs qui sont des aides-soignants ont publié un rapport dans lequel sont documentées les expériences de centaines de ces travailleurs migrants durant la pandémie de la COVID-19. Le rapport, « Behind Closed Doors : Exposing Migrant Care Worker Exploitation During COVID-19 » (Derrière des portes closes : la vérité sur l'exploitation des aides-soignants temporaires pendant la COVID-19) est disponible [ici](#)



Lors de son lancement, la dirigeante du Centre d'action des aides-soignants, Karen Savitra, a dit : « On devrait pouvoir obtenir notre résidence permanente dès notre arrivée, de même que pour nos familles, ce qui nous permettrait d'éviter les ennuis de toutes sortes. Ils nous ont autorisés à venir au Canada, nous y avons travaillé, maintenant nous voulons de l'équité. »

Les travailleurs migrants font partie intégrante de la classe ouvrière canadienne. Tout le système de programmes de travailleurs migrants et temporaires créé par l'État canadien vise à fournir aux monopoles agro-alimentaires une main-d'oeuvre bon marché. C'est une attaque contre les droits des plus vulnérables, et contre les droits de la classe ouvrière dans son ensemble.

Montréal, Québec



Toronto, Ontario



Région de Peel, Ontario

PEEL REGIONAL LABOUR COUNCIL

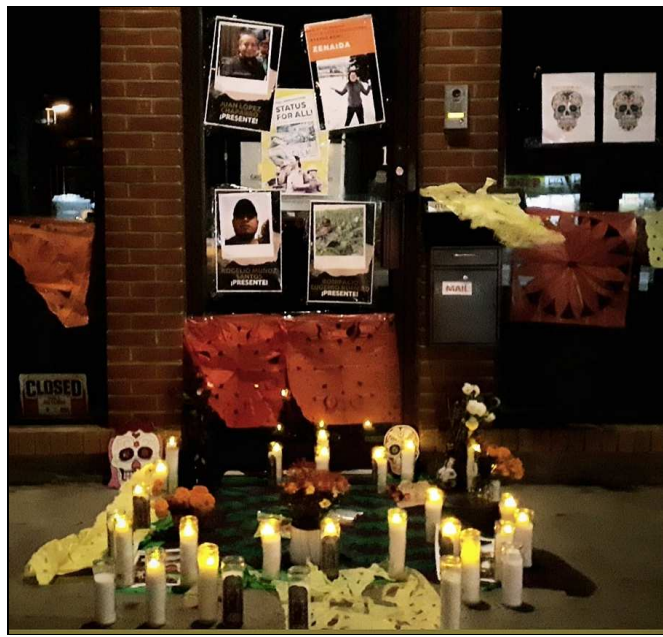
is raising the call!

We need

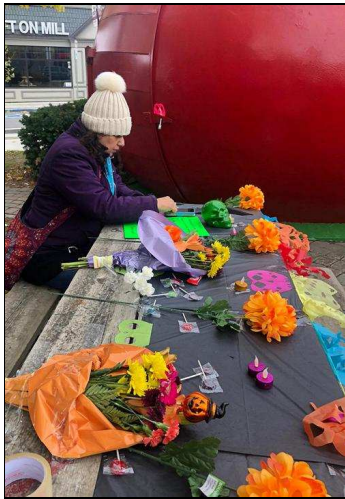
#STATUSFORALL

COVID-19 continues to spread, but support and services for essential migrants are missing. We need to build a fair society with equal rights and that means FULL & PERMANENT IMMIGRATION STATUS FOR ALL.

Niagara, Ontario



Leamington, Ontario



Vancouver, Colombie-Britannique





(Photos : FO, Solidarité sans frontières, Réseau des droits des migrants, D. Ladd, C. Murphy, Conseil du travail de la région de Peel, , Action pour le changement des travailleurs migrants, J4MW)



Les travailleurs dans le feu de la lutte pour freiner la COVID-19
Protéger les travailleurs et travailleuses du Québec
face aux éclosions accrues aux endroits de travail
 - Entrevue avec Ann Gingras -



Ann Gingras est la présidente du Conseil central de Québec—Chaudière-Appalaches-CSN (Confédération des syndicats nationaux). Le Conseil central représente environ 45 000 membres, dans tous les secteurs d'activité, notamment la santé, l'éducation, la construction, les services publics, le commerce et le secteur manufacturier.

Forum ouvrier : L'Institut national de santé publique du Québec parle d'une propagation sérieuse de la COVID-19 dans les endroits de travail au Québec. Est-ce un phénomène que vous vivez dans votre région ?

Ann Gingras : Oui, nous le vivons. Pendant la première vague, nous avons été assez épargnés. Nous avons eu très peu de cas dans la Capitale nationale et encore moins dans Chaudière-Appalaches, mais

nous nous faisons rattraper pendant la deuxième vague. On le voit par la transmission communautaire, ce qui veut dire aussi dans les milieux de travail, comme la santé évidemment mais aussi, maintenant, dans le secteur privé. Il y a eu une éclosion au chantier naval de Davie et une éclosion sans précédent à l'abattoir d'Olymel à Vallée-Jonction.

Il y a des endroits de travail heureusement qui ont mis en place un fonctionnement par bulle de travail, ou qui ont revu l'organisation des postes de travail. Mais, en ce qui concerne les syndicats, c'est un combat de tous les jours de s'assurer que les équipements de protection individuelle sont disponibles et en nombre suffisant et que les conditions sont sécuritaires.

FO : Quel est le travail du Conseil central pour freiner la propagation de la COVID-19 ?

AG : Il y a tout d'abord un vaste travail d'information, de sensibilisation, de soutien aux exécutifs syndicaux au niveau local.

Par exemple, au printemps, nous avons dû faire un travail de tous les instants avec toutes les politiques qui nous arrivaient, au niveau du gouvernement du Québec ou du gouvernement fédéral, au niveau des politiques d'aide. Juste pour démêler cela et préparer un document accessible qui soit mis à la disposition de nos membres, cela a été tout un travail qui a été fait. On a dû mettre le tableau à jour presque à chaque semaine parce que les politiques changeaient ou se rajoutaient. Il a fallu rejoindre les gens le plus largement possible pour qu'ils puissent utiliser les services existants, notamment dans le secteur de l'hôtellerie où les gens sont sans emploi et où l'avenir de plusieurs hôtels est même menacé. Sans oublier les gens de la restauration, dans le secteur des services, qui est un secteur très durement touché.



En ce qui concerne les équipements de protection, pendant la première vague, si on parle en particulier dans le secteur de la santé, les gestionnaires n'étaient pas prêts pour cette vague. Il n'y avait pas assez d'équipements de protection individuelle. Il y a eu toute une course au début pour avoir les équipements nécessaires et en quantité suffisante. Pendant cette deuxième vague, la situation au niveau des équipements de protection est toujours à surveiller. On doit toujours s'assurer que cela ne manque pas, dans la santé et de façon générale dans les milieux de travail.

Il y a eu beaucoup de signalements au niveau de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNEEST) pour des consignes sanitaires qui n'ont pas été respectées ou des équipements de protection individuelle qui manquaient. Je dois dire que la CNEEST est assez réticente au niveau des avis qu'elle peut émettre envers les entreprises ou les établissements. Elle va peut-être envoyer un inspecteur pour venir inspecter les lieux, mais c'est très rare qu'elle condamne un employeur. En ce qui nous concerne, la santé des gens n'est pas quelque chose de négociable.

Avec la réouverture des écoles, en septembre, les syndicats ont dû être vigilants. Une de nos grandes préoccupations est le personnel de soutien. Les enseignants et les enseignantes sont extrêmement importants, mais le personnel de soutien est très important lui aussi. Par exemple, il a fallu s'assurer que les conducteurs d'autobus scolaire soient protégés. Les conducteurs d'autobus scolaires sont souvent des personnes plus âgées et donc plus à risque. Il a fallu trouver les moyens pour qu'ils soient protégés pendant qu'ils gèrent ce qui se passe dans leur autobus.

Il faut aussi s'assurer que le personnel de soutien dans les centres de services scolaires (anciennement les commissions scolaires) soit protégé. Je pense entre autres aux éducatrices au niveau des services de garde. Elles sont épuisées, il y a une vague de départs. Le gouvernement a très peu de préoccupations envers ces gens-là. Le concept de bulle-classe ne tient pas dans les services de garde. Les éducatrices s'occupent d'enfants qui proviennent de différentes bulles. Il faut réduire les groupes, réduire le nombre d'enfants par éducatrice. La question est ramenée à une question de coûts. Oui, il y a des coûts, mais qu'est-ce qu'on fait du coût social qu'on est en train de payer avec le nombre de personnes qui quittent le réseau, qui tombent malades ? Les éducatrices nous disent qu'elles en sont réduites à jouer à la police, à passer leur journée à dire aux enfants ce qu'ils ne peuvent pas faire. Elles ne sont pas capables de jouer leur rôle d'éducatrices.

Aussi, il y a la façon de gérer, de la part du ministère de la Famille au niveau des responsables des services de garde en milieu familial. C'est une véritable hécatombe pour ces femmes-là. Ce sont des femmes qui prennent soin des enfants à la maison, qui les reçoivent à la maison. Les consignes sanitaires qui se sont rajoutées allongent la journée de travail, avec la désinfection de leur maison par exemple à la fin de la journée. Dans la région, il y a 200 femmes qui ont quitté le réseau des services de garde. Elles sont sous-payées, surtout avec les heures qui se rajoutent.

Au niveau des professeurs, ils ont dû se réorganiser et apprendre à donner des cours en ligne. Ils doivent contrôler un cours qui se donne en ligne. Ce ne sont pas des techniciens en informatique, ce sont des enseignants de Cégeps. La bataille se mène au niveau des ressources, par exemple pour réduire les groupes d'étudiants. Il y a des institutions qui en ont profité pour élargir les groupes. Par exemple, à l'Université Laval, au niveau des chargés de cours, ils sont habitués à donner des cours devant 100 personnes, ils en sont maintenant rendus à donner des cours à 300 personnes. L'université a dit que c'est un cours en ligne alors le chargé de cours est capable de prendre plus d'étudiants. Ils ne doivent pas seulement enseigner la matière, ils doivent aussi répondre aux étudiants. Il ne faut pas que les institutions profitent de la situation pour mettre tout le fardeau sur le dos de l'enseignant ou de l'enseignante.

FO : Voulez-vous ajouter quelque chose en conclusion ?

AG : C'est important pendant cette pandémie qu'on soit capable de vivre avec les consignes émises par la santé publique, pour exprimer notre solidarité sociale. Mais obéir à des consignes de santé publique, cela ne veut pas dire qu'on doit arrêter de revendiquer nos droits et le respect dans nos milieux de travail. Un ne doit pas être marchandé avec l'autre.

Nous avons toujours pensé que le principe du travailleur jetable était quelque chose du passé, qu'on avait su surmonter cette façon de voir les choses. Malheureusement, c'est revenu à grand galop avec la pandémie pour bien des travailleurs.

Sans le respect des travailleurs, on ne peut pas freiner la propagation de la COVID-19 pendant cette deuxième vague.



Pétition des travailleurs de première ligne de l'Alberta pour l'accès aux masques N95

Un aide-soignant dans un centre de soins de longue durée à Edmonton a lancé une pétition qui demande au gouvernement albertain de prescrire l'utilisation des masques N95 lorsque les travailleurs

de la santé le considèrent approprié lors de l'évaluation au point de service.

Un travailleur de soins de longue durée explique : « Avec l'augmentation du nombre de travailleurs de la santé qui contractent la COVID-19 au travail, peut-être devons-nous considérer que les masques chirurgicaux ne sont pas suffisants lorsqu'on traite les patients et les résidents pour la COVID-19. Peut-être, lorsque la distanciation est impossible, devons-nous avoir accès à un niveau plus élevé de protection.

Une déclaration commune émise en mars 2020 par les Services de santé de l'Alberta (AHS), le Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta (AUPE), le Covenant Health (CH), l'Association des sciences de la santé de l'Alberta (HSAA) et les Infirmières et infirmiers unis de l'Alberta (UNA), fait le point sur l'approche à suivre en ce qui a trait aux ÉPI en Alberta.

On y lit : « Une évaluation du risque au point de service (PCRA) doit être effectuée avant toute interaction avec un patient. Cette évaluation doit comprendre la fréquence et la probabilité, sur une base régulière ou d'appoint, d'utilisation d'AGMP (*procédures produisant des aérosols - Note de FO*). Si un travailleur de la santé détermine, sur une base raisonnable, qu'un ÉPI spécifique est requis, il doit avoir accès à l'ÉPI approprié sur la base de la PCRA. L'employeur ne doit pas nier cette requête de façon non raisonnable, sinon l'employé doit être déployé dans un autre secteur.



Les Services de santé de l'Alberta ont déterminé que les requêtes des travailleurs des soins de longue durée pour des respirateurs N95 ne sont « pas raisonnables ». Ils ont maintenu leur position en dépit du nombre terrible de décès de personnes âgées qui auraient pu être évités, des décès de travailleurs partout au pays qui ont donné leur vie en soignant les résidents et les patients et malgré la propagation rapide qui se produit dans un établissement après l'autre. Les Services de santé de l'Alberta ont même retiré les masques N95 de sites où l'exploitant les avait fournis. Ce qui est irraisonnable, c'est ce refus de protéger les résidents et le personnel dans les centres de soins de longue durée et pour les personnes âgées.

C'est en réponse à cela que le travailleur des soins de longue durée, qui a contracté la COVID-19, a lancé une pétition qui demande au gouvernement Kenney de fournir l'accès aux masques N95 à tous les travailleurs de la santé qui font face à la pandémie de la COVID-19.

La pétition

La pétition se lit :

Permettre aux travailleurs de la santé qui font face aux éclosions de la COVID-19 en Alberta d'avoir accès aux N95.

Je travaille comme aide-soignant dans les soins de longue durée en Alberta et je suis aux premières lignes en ce qui concerne la pandémie de la COVID-19.

J'ai d'ailleurs contracté la COVID-19 pendant une éclosion au travail. De plus en plus de travailleurs

de la santé sont testés positifs même lorsqu'ils suivent les protocoles officiels d'ÉPI de précaution envers les gouttelettes, c'est-à-dire le port de jaquettes, de masques chirurgicaux, de couvre-visages ou de lunettes de sécurité et de gants. Cela ne s'est pas avéré efficace pour assurer notre protection. Nous sommes censés être autorisés à faire une évaluation de risque au point de service et de recevoir un masque N95 si nous en ressentons le besoin.

L'AHS nie aux travailleurs de première ligne leur droit de se protéger en prétendant que les masques chirurgicaux sont suffisants.

Il est devenu évident que, comme nous ne pouvons pas maintenir une distance avec nos résidents, que nous suivons les guides de l'AHS et que nous contractons quand même la COVID-19, les précautions doivent être modifiées. Nous avons besoin du plus haut niveau de protection.

Le plus haut niveau de protection respiratoire est censé être utilisé lorsque les effets à long terme de l'exposition sont inconnus. Nous ignorons encore beaucoup de choses sur le fonctionnement de la COVID-19.

Les autres secteurs commencent à changer d'opinion sur la façon dont la COVID-19 se transmet. L'Ontario a modifié tout récemment son arrêté ministériel afin de permettre à un travailleur de décider s'il a besoin d'un N95 dans son interaction avec un résident qui a été déclaré positif à la COVID-19. Les centres de contrôle et de prévention de la maladie (CDC) aux États-Unis disent maintenant qu'il y a des preuves de la transmission par voie aérienne du virus.

Pour protéger et veiller sur nos proches, nous devons être protégés.

Protégeons-nous.

Partagez la pétition avec vos amis et vos collègues ! Pour signer la pétition, cliquer [ici](#).

(Photo : NNU)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

NUMÉROS PRÉCÉDENTS | ACCUEIL

Site web : www.pccml.ca Email : forumouvrier@cpcml.ca